

Extrait du site UGTG.org

url :Â <http://ugtg.org/spip.php?article1809>

**LKP : Ã‰PANDANJ A PESTISID ! FO
BARÃ‰ VAN A YO MENM ! Une
consultation publique est ouverte en
PrÃ©fecture et en Sous-PrÃ©fecture du 18**

Date de parution : 29 novembre 1990

Date de mise en ligne : vendredi 1er juin 2012

Mis Ã jour le : vendredi 1er juin 2012

Mai au 18 Juin 2012

- Dossier spÃ©cial LKP - Expressions -

UGTG.org

La lutte contre les cercosporioses jaune et noire qui touchent aujourd'hui les bananeraies de ne laisserait d'autres choix, si on en croit le lobby des grands planteurs, que de recourir Ã l'Ã©pandage aÃ©rien de pesticides, pourtant interdit en France. Ils ont obtenu Ã cette fin une dÃ©rogation signÃ©e par le PrÃ©fet de la Guadeloupe. Au nom du Conseil de l'Ordre des MÃ©decins de Martinique, le Docteur JOSPELAGE a Ã©mis Ã « avis trÃ¨s dÃ©favorable sur tout mode de traitement aÃ©rien ou terrestre faisant usage des produits prÃ©sentÃ©s.Ã »

APWÃ0 KLOWDÃ0KONN NOU AN BANOL !

Le pesticide utilisÃ© pour lutter contre cette maladie se compose de deux fongicides : le TILT accompagnÃ©s d'un liant, le BANOLE pÃ©trole).

Les organismes officiels chargÃ©s de la classification des produits toxiques rangent le TILT et le classe III, autrement dit comme Ã « des substances prÃ©occupantes pour lâEuros"homme en raison dâEuros"effets cancÃ©rigÃ©nes possibles Ã »...

Le BANOLE, quant Ã lui, est rangÃ© en classe II, c'est Ã -dire Ã « considÃ©rÃ© comme cancÃ©rigÃ©ne plus est, un produit toxique pour le systÃ©me nerveux. Sa dangerositÃ© est connue depuis lâEuros"an 2000. Le fournisseur lui-mÃªme signale que l'inhalation de concentrations ÃlevÃ©es de vapeurs entraÃªne l'irritation des yeux et des voies respiratoires et entraÃªne maux de tÃªte, Ã©tourdissements, anesthÃ©sie, somnolence, perte de conscience et autres effets sur le systÃ©me nerveux central, y compris la mort.

Parmi les nombreux tÃ©moignages que nous avons recueillis, M. Alexandre C., qui habitait jusqu'en janvier 2012 au Matouba, nous a dÃ©clarÃ© :

âEurosoeNotre vie est devenue un cauchemar quand ils ont commencÃ© Ã Ã©pandre rÃ©guliÃ©rement leurs pesticides Ã partir du mois d'aoÃ»t. DÃ©s le premier Ã©pandage, mon fils de neuf ans, qui n'avait jamais eu de problÃ©me de santÃ©, s'est retrouvÃ© aux urgences, pri de sa premiÃ©re crise d'asthme aigu recommandÃ©ait Ã chaque fois qu'ils passaient. Ma compagne a fait une pneumopathie inflammatoire, elle n'a cessÃ© de tousser pendant trois mois, des toux chroniques qui se sont estompÃ©es avec le dÃ©mÃ©nagement, parce qu'on a Ã©tÃ© obligÃ© de dÃ©mÃ©nagerâEuros ...

AN KONPLOSITÃ0 ÃÆVÃÆ LÃ0 GWO PLANT

L'Ã©tat franÃ§ais a organisÃ© une parodie de consultation publique du 21 novembre au 23 dÃ©cembre 2011. Comme preuve du grand cas que le gouvernement fait des GuadeloupÃ©en dÃ©mocratie et de leurs lois, c'est le 13 dÃ©cembre, soit dix jours avant la fin de la consultation publique, que le Ministre de lâEuros"Agriculture Bruno LEMAIRE, a annoncÃ© que lâEuros"Etat franÃ§ais accordait une dÃ©rogation aux lobbies des gros planteurs de bananes ! **On vÃ©ritab mÃ©pri !**

Ni le Conseil RÃ©gional, ni le Conseil GÃ©nÃ©ral, ni les Maires qui devraient Ãªtre Ã la pointe du combat pour la dÃ©fense de la santÃ© de leurs concitoyens n'ont Ã©mis la moindre observation, ne serait qu'une rÃ©serve. **Pouki sa ?**

SÃ0 FOUTI KOUYONNAD

LâEuros"Ãtat franÃ§ais tente de nous rassurer en affirmant que les produits utilisÃ©s sont homologuÃ©s. Le Docteur JOSPELAGE lui rÃ©pond que *Ã« lâEuros"homologation dâEuros"un produit nâEuros"est en aucun cas une preuve de non risque Ã»* et les exemples du MEDIATOR et de la CHLOREDECONE sont lÃ pour nous rappeler que l'autorisation de mise sur le marchÃ© n'est pas un gage de sÃ©curitÃ©...

Une fois Ã©pandus, les produits toxiques se retrouvent dans le sol, oÃ¹ ils polluent la nappe phrÃ©atique, dans les cours dâEuros"eau et ensuite sur les aliments, pour un temps indÃ©fini.

Bien Ã©videmment, aucune Ã©tude nâEuros"osera rÃ©vÃ©ler les effets dâ©vastateurs de la combinaison de ces nouveaux pesticides avec ceux utilisÃ©s prÃ©cÃ©demment notamment la chlore dÃ©cone sur nos sols. Concernant le TILT et le SICO, le Dr JOSPELAGE affirme : *Ã« Ils combineront leurs effets Ã ceux des polluants prÃ©sents dans un cocktail qui risque plus dâEuros"Ãªtre potentialisateur Ã»*. Car nos sols sont dÃ©jÃ gorgÃ©s dâEuros"une multiplicitÃ© de pesticides ou autres polluants.

Le Dr Charles St AIME (Fort de France) va plus loin. Dans un courrier adressÃ© au PrÃ©fet de la Martinique, il Ã©crit : *Ã« L'emploi de fongicides triazolÃ©s (NDLR- c'est le cas du TILT et du SICO) expose la population Ã des risques sÃ©rieux voire mortels. Ã»* Quant Ã nos mÃ©decins en Guadeloupe, ils ne sont guÃ©re plus loquaces que **lÃ© zÃ©li-loko ?**

GWADLOUPÃYEN VINN KOBAY A YO !

Un modÃ©le rentable... pour les gros planteurs

Une des critiques les plus sÃ©vÃ©res Ã l'encontre du modÃ©le Ã©conomique imposÃ© par les gros planteurs Ã la Guadeloupe a Ã©tÃ© formulÃ©e dans le dernier Rapport de la Cour des Comptes.

Cette institution dÃ©nonce, en 2011, les aides exorbitantes perÃ§ues par les planteurs des dÃ©partements dâEuros"Outre-mer. Elle montre que le choix a Ã©tÃ© fait de favoriser la banane (53 % du total des aides) alors que son poids dans la production agricole nâEuros"est que de 14,5 %.

RapportÃ© aux surfaces concernÃ©es en Guadeloupe et Martinique (8 667 hectares), le montant des aides Ã lâEuros"hectare sâEuros"Ã©lÃ©ve Ã plus de 15 000 â¬ (soit plus de 300 000 â¬ pour 20 hectares).

Et pourtant, cette politique n'a pas empÃªchÃ© la disparition des emplois dans les plantations de bananes : moins 47 % en Guadeloupe entre 2000 et 2007. La Cour des Comptes signale aussi que les choix effectuÃ©s en faveur des cultures dâEuros"exportation ont supprimÃ© la possibilitÃ© d'encourager financiÃ©rement les productions diversifiÃ©es.

Ses conclusions sont sans appel : *Ã« Tant dans leur conception que leurs effets, les aides Ã lâEuros"agriculture des dÃ©partements dâEuros"outre-mer ne sont pas parvenues Ã favoriser une activitÃ© compatible avec les critÃ©res du dÃ©veloppement durable, dans ses dimensions Ã©conomiques, sociales et Ã©cologiques. ExposÃ©es Ã une forte concurrence, avec la disparition progressive des protections douaniÃ©res, les cultures destinÃ©es Ã lâEuros"exportation ont Ã©tÃ© lâEuros"objet de regroupements de producteurs et dâEuros"une diminution du nombre dâEuros"ouvriers agricoles. **Les aides pour les maintenir ont plus servi Ã prÃ©server le chiffre dâEuros"affaires que lâEuros"emploi.** Ã»* Et comme par hasard les gros planteurs sont aussi ceux qui importent et commercialisent les pesticides !

NOU ADAN ON KOLONI !

L'Etat franais a fix comme objectif la Guadeloupe la production de denrees exotiques destines l'exportation vers la Metropole. Parmi les 300 especes de bananes existantes, l'Europe consomme presque exclusivement une seule varieté : la « Cavendish ». C'est cette varieté, particulierement sensible la cercosporiose, qui justifie qu'on mette en jeu la sant des travailleurs et du Peuple de Guadeloupe. Elle est destinee au seul marche europen.

D'autres alternatives sont possibles notamment l'introduction de varietes résistantes la maladie ou encore la mise en uvre de nouvelles techniques de plantation et d'entretien au sol basses notamment sur l'effeuillage et la distance entre les plants.

Un nouveau parasite, le *Mycophaerella eumusa* plus agressive que la cercosporiose noire est en train de s'abattre sur les bananeraies d'Asie et de l'Océan indien. Quand il arrivera en Guadeloupe que d'aversera-t-on sur nos têtes ?

Il est plus que temps de repenser notre modèle de développement agricole pour produire et nourrir les Guadeloupais en quantité, en qualité et en préservant notre santé et notre environnement.

NE SOYONS PAS COMPLICES

Malgré les études alarmantes établissant de façon irréfutable la dangerosité de l'épandage aérien de pesticides, le lobby des planteurs de bananes a décidé de poursuivre l'empoisonnement de la Guadeloupe et de ses habitants.

Il vient de demander une nouvelle dérogation la loi qui interdit l'épandage aérien en France, comme dans toute l'Union européenne.

UNE CONSULTATION PUBLIQUE EST OUVERTE EN PRFECTURE ET EN SOUS-PRFECTURE DU 18 MAI AU 18 JUIN 2012.

Il est du devoir et de la responsabilité de chaque Guadeloupais de se mobiliser pour empêcher le Préfet de continuer à céder aux pressions des gros planteurs de bananes.

N'oublions pas que c'est grâce à des dérogations que nous subissons les conséquences terrifiantes et irréversibles de l'utilisation de la chlordane.

RENDONS-NOUS EN MASSE A LA PRFECTURE (BUREAU DE MONSIEUR LAROCHE) OU EN SOUS-PRFECTURE (BUREAU DE MADAME CONSTANT), AVANT LE 18 JUIN, POUR CONSIGNER SUR LES REGISTRES, NOTRE REFUS DE NOUS VOIR UNE FOIS ENCORE SACRIFIES POUR PRSERVER LES PROFITS D'UNE MINORITÉ.

LES GUADELOUPAIS NE DOIVENT PLUS ÊTRE SACRIFIES SUR L'AUTEL DU PROFIT ET DE LA LOGIQUE COLONIALE !

AROT ANPWAZON VI AN NOU, TÆ AN NOU, K' AN NOU !

NON AU MÃ0PRIS - NOU SÃ0 MOUN KON TOUT MOUN !!!